

Sommaire

Actualités

Une « crise profonde » se poursuit dans l'Etat d'Arakan

L'armée birmane poursuit ses attaques dans l'Etat Kachin en dépit des pourparlers de paix

Une organisation Kachin appelle à la mise en place d'une commission d'enquête pour crimes de guerre

L'ONU dénonce des manquements importants sur le plan des droits de l'homme

Le projet de loi sur les médias : une nouvelle forme de censure ?

L'opposition au projet de mine de cuivre de Monywa se maintient

Campagne pour la libération des prisonniers politiques

Libérez Min Wyint, Kan Min Thae et Tun Oo

Nous soutenir, Nous rejoindre

Edito

Dans le cadre d'une première tournée européenne, le président birman, Thein Sein, a effectué une visite officielle à Bruxelles début mars, où il a rencontré les hauts dignitaires de l'Union européenne. Si cette visite de Thein Sein en Europe met en lumière les progrès accomplis par la Birmanie, elle est également dangereuse en ce qu'elle accorde une trop grande légitimité à un gouvernement toujours contrôlé par les militaires, qui continue de commettre de graves violations des droits de l'homme.

En dépit de changements bienvenus en Birmanie, le pays connaît toujours un des pires bilans en matière de droits de l'homme dans le monde, et durant les deux dernières années, les violations des droits de l'homme pouvant être assimilées à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont en fait augmenté. La Birmanie n'est pas une démocratie. Le pays est toujours gouverné par un gouvernement soutenu par l'armée, et pratiquement toutes les lois répressives sont encore en place.

Dans une déclaration faite le 16 février 2013, suite à une récente mission en Birmanie, Tomas Ojea Quintana, le Rapporteur spécial de l'ONU a déclaré: «... des manquements importants sur le plan des droits de l'homme persistent sans qu'aucune réponse n'y soit apportée ». Le Rapporteur spécial a également souligné l'utilisation continue de la torture dans les prisons birmanes.

L'hyper optimisme de la communauté internationale vis-à-vis des réformes, l'assouplissement des sanctions et l'afflux des investisseurs encouragent le gouvernement de Thein Sein à penser qu'il n'est pas nécessaire d'entamer des changements fondamentaux pour faire de la Birmanie un pays démocratique et de mettre fin aux violations des droits de l'homme.

Sans des réformes institutionnelles, législatives et constitutionnelles, la Birmanie ne sera jamais véritablement libre, et sans accord politique avec les groupes ethniques, la Birmanie ne connaîtra jamais la paix.

L'Union Européenne doit rester vigilante et ne pas se laisser aveugler par les développements actuels qui ont lieu en Birmanie et par des intérêts économiques prédominants. Au contraire, elle doit s'assurer que les droits de l'homme figurent bien au cœur du processus de réformes du pays.

Bonne Lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de Jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 33 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Une « crise profonde » se poursuit dans l'État d'Arakan

Suite à sa visite en Birmanie au mois de février, le rapporteur spécial des Nations Unies, Tomas Ojea Quintana, a longuement fait part de sa préoccupation face à « la crise profonde » qui touche l'État d'Arakan, où des violences confessionnelles ont surgi il y a plusieurs mois entre les Rohingyas musulmans et les bouddhistes Rakhines. Il a pu aller à la rencontre d'une partie des 110 000 réfugiés internes.

M. Quintana a regretté la persistance de discriminations contre les musulmans Rohingyas de l'État de l'Arakan. Il s'est indigné du fait que les équipes médicales locales comme internationales se voient barrer l'accès des camps musulmans par la majorité bouddhiste. Le personnel médical ferait l'objet de harcèlement et de menaces. M. Quintana a affirmé que le camp de Taung Paw à Myabon ressemblait plus « à une prison qu'à un camp de réfugiés ».¹

Selon Médecins Sans Frontières (MSF), des dizaines de milliers de réfugiés n'ont pas accès aux soins médicaux dont ils ont besoin de toute urgence, ni à l'eau potable et aux besoins élémentaires. Les travailleurs humanitaires continuent de faire face à des menaces et des intimidations, les empêchant d'acheminer l'aide.

M. Quintana a lancé un appel au Parlement birman pour qu'il amende la loi sur la citoyenneté de 1982 afin de « s'assurer que toutes les populations de Birmanie aient un accès égal à la citoyenneté et ne soient pas discriminées en raison de leur ethnicité ou de leur religion ». Quintana a aussi exprimé son inquiétude face à la situation dans la prison de Buthidaung, au Nord de l'État d'Arakan, où des prisonniers musulmans auraient été torturés et battus à mort.

¹ <http://unic.un.org/imucms/yangon/80/110/home.aspx>

Selon un article paru dans le journal britannique *The Guardian*, au moins 13 femmes Rohingyas, notamment des adolescentes, ont été violées par les forces de sécurité birmanes en février. Une jeune fille de 18 ans a décrit comment un groupe de soldats en uniforme de la police des frontières, la Nasaka, est entré dans sa maison dans le nord de Maungdaw peu après minuit le 20 février : « Ils nous ont emmenées séparément à différents endroits et ils nous ont torturées et violées, » a-t-elle déclaré, se référant aussi à sa mère et à sa jeune sœur de 15 ans . «

Des milliers de Rohingyas, fuyant des conditions de vie désespérées et des abus systématiques, tentent de quitter la Birmanie sur des embarcations de fortune, au péril de leur vie.

La marine sri-lankaise a sauvé 32 « boat people » Rohingyas le 16 février après que leur bateau coulait au large des côtes du Sri Lanka. Les survivants ont déclaré que 98 personnes sur le bateau étaient mortes de faim et de déshydratation, leur corps ayant été jetés par-dessus bord. Leur bateau, tombé en panne, dérivait depuis 25 jours.

L'armée birmane poursuit ses attaques dans l'État Kachin en dépit des pourparlers de paix

Le 4 février des pourparlers ont eu lieu entre le gouvernement birman et l'Armée d'indépendance kachin (KIA) à Ruili, ville chinoise située à la frontière birmane. A l'issue de cette réunion, les deux parties se sont mises d'accord pour tenir de nouvelles discussions de paix.²

² Kachin News Group (08 Feb 13) Despite talks Kachin conflict continues

En février, des discussions ont également eu lieu en Thaïlande entre le United Nationalities Federal Council (UNFC), une coalition de groupes armés ethniques, et le gouvernement birman. La délégation de l'UNFC comprenait des représentants Kachin mais aussi de 11 groupes ethniques armés différents (notamment la Karen National Union, le New Mon State Party, le Karenni National Progressive Party et le Chin National Front).

Malgré les pourparlers, et l'annonce d'un cessez-le-feu par le gouvernement en janvier, les attaques de l'armée birmane ont continué dans les états Kachin et Shan au mois de février. Les populations locales affirment que l'armée birmane déploie encore de nouvelles troupes dans la région.

Le 5 Février, le gouvernement a annoncé qu'il comptait permettre à l'ONU et aux organisations humanitaires internationales d'apporter une assistance humanitaire à tous les camps de personnes déplacées dans l'Etat Kachin. Le président Thein Sein avait jusqu'à présent bloqué l'aide destinée aux zones contrôlées par la KIO.

Une organisation Kachin appelle à la mise en place d'une commission d'enquête pour crimes de guerre

Dans son nouveau rapport, l'Association des femmes Kachin (Kachin Women Association Thailand - KWAT) décrit les nombreuses victimes civiles causées par les récentes offensives de l'armée birmane dans l'Etat Kachin, et appelle instamment la communauté internationale à faire pression sur le gouvernement birman pour mettre fin aux attaques militaires contre les populations Kachin.

Le rapport, intitulé « Terreur d'Etat dans les collines Kachin » ("State Terror in the Kachin Hills"), met en lumière le cas de 26 victimes civiles, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, tuées ou blessées par les bombardements de l'armée birmane dans son offensive menée contre l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA) depuis le mois de septembre 2012. Les attaques se poursuivent encore aujourd'hui, malgré les pourparlers de paix en cours.

Les bombardements visant des civils se sont produits dans plusieurs localités de l'Etat Kachin: dans la ville de Hpakant, connue pour ses exploitations de mines de jade ; dans la ville de Mayan près de Myitkyina ; aux alentours d'un camp de déplacés internes près de Pangwa à la frontière chinoise ; ainsi que dans la ville frontalière de Laïza, où des coups de mortiers ont été lancés sans discernement dans une région peuplée par plus de 20 000 civils, pour la plupart déplacés internes.

Les troupes birmanes ont aussi délibérément détruit des villages, notamment un camp abritant plus de 300 déplacés internes au Nord de l'Etat Shan, près de la ville de Kyukok (Pangsai), qui a été incendié en novembre 2012.

La KWAT appelle à la réinstauration des sanctions internationales contre le gouvernement birman et à la mise en place d'une commission d'enquête menée par l'ONU et chargée d'enquêter sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés par l'armée birmane.

L'ONU dénonce des manquements importants sur le plan des droits de l'homme

Tomas Ojea Quintana, Rapporteur spécial des Nations unies, a fait part de sa préoccupation concernant la persistance de violations des droits de l'homme en Birmanie malgré les réformes engagées par le pouvoir.

« Le processus de réformes a beau continuer dans la bonne direction, des manquements importants sur le plan des droits de l'homme persistent sans qu'aucune réponse n'y soit apportée », a-t-il déclaré le 16 février au terme d'une mission de cinq jours en Birmanie.¹

Tout en se réjouissant de la libération d'un grand nombre de prisonniers politiques l'année dernière, l'émissaire de l'ONU a souligné qu'un grand nombre d'entre eux demeurent toujours incarcérés. M.Quintana s'est rendu à la prison d'Insein à Rangoun, où il a rencontré cinq prisonniers d'opinion. Il s'est également entretenu avec plusieurs membres des familles de personnes décédées à la suite de tortures lors des interrogatoires. Il a également souligné l'utilisation continue de la torture dans les prisons birmanes

Il s'est aussi dit particulièrement inquiet de la situation dans l'Etat kachin et l'Etat d'Arakan, où il est allé à la rencontre des réfugiés.

Le projet de loi sur les médias : une nouvelle forme de censure ?

Un nouveau projet de loi sur l'impression et la publication, présenté le 4 mars 2013 au Parlement contient des mentions liberticides pour la liberté de la presse.

L'organisation Reporters sans frontières indique que ce projet de loi prévoit qu'une publication pourrait être déclarée « illégale » dans un certain nombre de cas, notamment sous des accusations aussi vagues que des « écrits dangereux pour la réconciliation nationale ou blessants pour les religions », « la perturbation de la primauté du droit », et la « violation de la Constitution et des autres lois existantes ». De lourdes peines sont prévues pour les journalistes contrevenants, jusqu'à six mois d'emprisonnement, assortis d'une amende pouvant atteindre 12 000 dollars pour une publication sans autorisation.²

Le projet de loi inquiète les professionnels des médias birmanes. Eleven Media Group, qui s'est vu refuser l'autorisation de publier une édition quotidienne de son journal, a fait part de son inquiétude face à une loi qui pèse comme « une menace sur les médias du pays ».

Pourtant, le 1er avril marquera le lancement de huit journaux quotidiens privés, une première depuis plus de quarante ans.

¹ <http://unic.un.org/imucms/yangon/80/110/home.aspx>

² Reporters sans frontières (7 mars 2013) Le gouvernement birman, entre progrès et stagnation

L'opposition au projet de mine de cuivre de Monywa se maintient

Les villageois ont continué de protester contre la nouvelle mine de cuivre à capitaux chinois de Letpadaung. Le 13 février, des centaines de villageois se sont rassemblés près du site de la mine de cuivre à Monywa afin d'exiger l'arrêt définitif du projet. En novembre dernier, le gouvernement avait lancé une violente répression contre des manifestants pacifiques, blessant plus de 100 moines et villageois.

La commission nommée par le gouvernement et chargée enquêter sur la mine de cuivre de Monywa n'a pas encore soumis ses conclusions.

Le 14 Février, une enquête sur la mine de cuivre et la répression opérée par le gouvernement au mois de novembre 2012, menée par deux organisations, révèle que les autorités auraient forcé les villageois à signer des contrats les obligeant à abandonner leurs terres pour l'expansion de la mine. Le rapport a également constaté que les autorités avaient employé un usage de la force « excessif » sur les manifestants, en utilisant notamment du phosphore blanc, qui a causé de graves brûlures à plusieurs manifestants.¹

¹ Irrawaddy (14 Feb 13) Fraud, Excessive Force Used at Letpadaung Mine: Report

Campagne pour la libération des prisonniers politiques

« *Un prisonnier de conscience est un prisonnier de trop* »

Daw Aung San Suu Kyi, Conférence Nobel, Oslo, 16 juin 2012

S'il faut se réjouir de la libération de près de 700 prisonniers politiques depuis mai 2011, environ 250 prisonniers politiques sont toujours détenus dans les prisons birmanes et le nombre croissant de détentions arbitraires donne à réfléchir. Depuis janvier 2012, il y a eu au moins 200 arrestations politiquement motivées. Le gouvernement actuel utilise en effet la législation pour persécuter et intimider les personnes qui osent exprimer des opinions contraires aux intérêts de l'État. Les lois répressives sont toujours en place et donnent au gouvernement un cadre juridique lui permettant de procéder à des arrestations arbitraires et de mettre sous silence les voix dissidentes.

Emprisonnés dans les conditions les plus abominables, ils ont subi des actes de torture physique et psychologique, ont souvent été placés en isolement total, dans des prisons loin de leurs familles et n'ont pas eu un accès à l'assistance médicale dont ils ont besoin pour survivre. Nombre d'entre eux ont péri du fait de mauvais traitements ou d'un manque de soins adaptés à leurs problèmes de santé.

Le gouvernement birman utilise ces prisonniers comme monnaie d'échange, les relâchant de temps en temps pour améliorer leur image sans toutefois entamer de véritables réformes démocratiques. La plupart d'entre eux sont libérés sous conditions, ce qui veut dire qu'ils n'ont pas été graciés mais que leur peine a simplement été suspendue. S'ils sont arrêtés de nouveau ils devront donc purger leur ancienne peine. Les lois répressives en vertu desquelles ces personnes ont été emprisonnées demeurent au cœur du système.

La communauté internationale ne doit pas oublier les prisonniers politiques restés en prison et doit agir pour réclamer leur libération immédiate.

Chaque mois, Info Birmanie met en lumière le cas d'un ou plusieurs prisonniers et fait appel à Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères, pour demander la libération de tous les prisonniers politiques.. Pour cela, votre soutien est indispensable.

Signez la pétition ici !

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de Jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 33 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Campagne pour la libération des prisonniers politiques

Aucun prisonnier politique ne devrait être laissé en prison :

LIBEREZ MIN WYINT, KAN MIN THAR ET TUN OO



Les activistes Min Wyint, Kan Min Thar et Tun Oo ont été arrêtés le 15 octobre 2010 et condamnés en décembre 2011 à 10 et 13 ans de prison. Ils sont incarcérés dans la tristement célèbre prison d’Insein, à Rangoon. Tous les trois sont membres du All Burma Student Democratic Front (ABSDF), un groupe de résistance étudiante contre la junte militaire.

Min Wyint, Kan Min Thar et Tun Oo sont des militants pour la démocratie et la liberté. Suspectés d’avoir assisté à des formations en politique et d’avoir communiqué avec des groupes pro-démocratie en dehors de la Birmanie, ils ont été accusés en vertu de la Loi sur les substances explosives et de la loi sur les associations illégales. Ces lois étaient couramment utilisés par la junte comme tactique pour assimiler les activistes pro-démocratie à des terroristes.

Than Kae, porte-parole de ABSDF, a déclaré : “Afin de construire une relation de confiance avec les groupes d’opposition et d’avancer dans la paix et le processus de réconciliation, il est important de libérer les prisonniers politiques”

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 33 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



La Ruche - 84, quai de Jemmapes
75010 Paris
Tél. 07 62 80 61 33
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

07 62 80 61 33 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>